

Travail Emancipé, par Marcos Arruda

1. Il existe plusieurs concepts de travail, qui sont pratiquement tous reliés à une culture déterminée et à un univers civilisateur. Le travail humain est né lorsqu'un hominidé, suivi d'autres, a commencé à incorporer conscience, intentionnalité et intelligence à ses actions. Non seulement à celles qui ont garanti sa survie quotidienne, individuelle et collective, mais également aux actes de protection et d'éducation de ses enfants, de communication au moyen d'expressions et de langages toujours plus complexes, d'expressions artistiques de son monde et de ses propres empreintes. A partir de la sédentarisation et du développement de l'agriculture, quelques groupes ont commencé à s'approprier de la terre et de ses produits; ils ont commencé à dominer et à réduire en esclavage des individus d'autres clans, en les faisant travailler pour eux en échange de la vie et de quoi survivre. Le travail a peu à peu perdu son sens essentiellement humanisant, onto-poétique, pour devenir petit à petit un simple instrument servant à garantir sa propre survie. Bien que les formes oppressantes de travail aient varié au long de l'histoire, le travail en tant que joug et souffrance, y compris l'esclavage, dure jusqu'à nos jours. Aux Etats-Unis des années 1800, par exemple, chaque noir était inclus dans le recensement comme 3/5 d'une personne. Ainsi, les propriétaires d'esclaves payaient moins d'impôts pour leurs "actifs". Et actuellement, dans les plantations restantes du Brésil industrialisé, un enfant travailleur coupe une tonne de canne à sucre par jour pour aider sa famille à survivre.

L'évolution de la pratique du travail au sein des divers systèmes productifs a favorisé l'évolution du concept. C'est au sein du système capitaliste que le concept de travail a évolué le plus vite. L'économie politique et l'économie classique l'ont adopté comme matrice de la valeur des marchandises. D'après William Petty (1623-1687) et Adam Smith (1723-1790), le travail est la source de la valeur, mais c'est le libre jeu des forces du marché qui satisferait les besoins de l'humanité, grâce à la division du travail, qui augmente la productivité individuelle et l'automatisme des prix. David Ricardo (1772-1823) a proposé la théorie de la valeur-travail: le coût de la production détermine la valeur des biens; la théorie du salaire naturel: le salaire est fixé au minimum nécessaire à la subsistance du travailleur et de sa famille; et la théorie des coûts comparés: chaque pays essaie de se spécialiser dans les produits pour lesquels il est relativement mieux doté. Karl Marx (1818-1883) a examiné de façon critique l'économie politique classique et les socialistes utopiques, et a proposé la théorie de la plus-value: d'après celle-ci, le sur-travail, ou travail non payé, serait la source du profit et du revenu de la terre. Les économistes dits néo-classiques ont attaqué les différentes variantes de la théorie de la valeur-travail, tout comme Karl Menger (1840-1921), William Jevons (1835-1882) et Léon Walras (1834-1910). Ils ont défini la valeur d'une marchandise à partir de son utilité, et ont réduit le travail à l'un des facteurs de production seulement. Cette façon de voir a été interprétée à l'extrême par Frederick W. Taylor, qui considérait le travail "manuel" comme inférieur, et le travailleur comme simple exécutant d'ordres venants de l'administrateur, qui effectuait le travail "mental", et qui seul avait vraiment de l'importance. Après la Seconde Guerre Mondiale, l'automatisation de plus en plus accélérée a poussé de nombreux théoriciens à continuer dans le sens de l'idéologie tayloriste, en proposant que le sujet principal du processus productif soit la science et la technologie, et non pas le travail humain.

La notion de travail a évolué d'après la façon d'organiser la production et la reproduction de la vie. Elle a également évolué comme résultat de l'interaction créative entre l'action et la réflexion, la pratique productive et la théorie de l'organisation sociale pour la production et reproduction de la vie. Cette vision évolutive du travail est la vision de la praxis, car elle embrasse le point de vue de la philosophie de la praxis et identifie l'évolution du travail humain comme étant une interaction continue et cumulative entre action, émotion et réflexion, pratique, désir et théorie, transformation, aspiration et connaissance du monde et de soi-même. C'est à partir de la compréhension des transformations concrètes au sein du monde du travail et de la notion de praxis du travail que l'on est arrivé au concept d'économie de la praxis, ou socio-économie solidaire (Arruda, 2001, p.269-276; 348-350).

Le point de vue contemporain nous plonge si profondément dans l'idéologie du travail salarié qu'il est difficile d'avoir une optique différente du travail humain. Pourtant, si l'on revient 2,5 millions d'années en arrière dans l'histoire évolutive de l'*Homo*, nous nous trouvons devant des groupes d'hominidés qui passaient une grande partie de leur temps à chercher des moyens de survivre. Mais jamais la plupart ou la totalité de

leur temps. Et le fait que nous ayons été omnivores depuis très longtemps a favorisé cet état de choses. L'observation éthologique des primates par les chercheurs montre qu'une grande partie de leur temps était consacré aux loisirs et à la vie sociale. Des populations humaines dites "primitives" présentent un comportement semblable. Les !Kung du Botswana, malgré leur nomadisme qui oblige qu'une personne occupe une surface de plus de 3 km², passent environ 2/3 de leur vie active à rendre visite à des amis et des parents! Nos ancêtres possédaient un système d'économie mixte qui combinait la cueillette avec la chasse, la première activité prédominant sur l'autre. Dans ce but, ils s'organisaient en "bandes" d'environ 25 personnes chacune, pour une population d'environ 500 personnes. De ces 25 personnes, 7 ou 8 seulement étaient des hommes adultes. Telles étaient les proportions que les anthropologues considèrent excellentes pour une unité coopérative.

La notion dominante de travail à l'aube de l'humanité est une "confrontation de l'*Homo* avec la nature afin de garantir sa survie". Mais, du point de vue scientifique, il est légitime de regarder cette "confrontation" d'un autre angle, celui de la *collaboration* de l'*Homo* avec la Nature pour garantir sa survie et son bien-être. S'il n'y avait pas un rapport de collaboration, comment les hominidés et les êtres humains primitifs auraient-ils pu consacrer autant de temps à la communication, à l'échange humanitaire et aux loisirs? Dans l'Antiquité, le travail était défini comme les activités de garantie de la vie, mais on les considérait inférieures, indignes de personnes nobles et de citoyens instruits. En effet, dès que les uns se sont octroyé le droit à la propriété, tout en privant les autres du même droit, le travail de maintenir et reproduire la vie et la société a été divisé, fragmenté, entre travail manuel et mental, auxquels on attribuait les valeurs suivantes: inférieure ou supérieure, servile et dominante. Dans la Grèce et la Rome antiques, l'activité manuelle était qualifiée de travail, et l'activité mentale d'"affaire", ou d'opposé de la paresse. Au sein de la culture judéo-chrétienne, le travail a acquis une valorisation positive, liée au travail planifié de la création, à la "vocation" humaine d'imiter le créateur dans le travail et le repos. L'éthique protestante a consommé cette valorisation du travail en l'élevant au rang de source ultime de toutes les valeurs, et en l'opposant à toute activité contemplative. "Ni la paresse ni le plaisir, mais l'action, et rien que l'action, sert à multiplier la gloire de Dieu, d'après sa volonté. D'après cette vision, la perte de temps est le premier et le plus grave de tous les péchés", écrivait Max Weber lors de son analyse de l'éthique protestante.

Le fait historique qui a eu le plus fort impact sur l'évolution du concept de travail a été sa transformation en marchandise. La critique de la "*transformation en choses*" des rapports sociaux de production, l'aliénation du travail à travers des *transformations en choses du travail salarié, de la propriété privée et de l'échange* (Mészáros, 1970, p.92), contient l'analyse marxiste selon laquelle, derrière l'aliénation du travail se déroule l'aliénation de l'*Homo* lui-même: une aliénation ontologique, qui le blesse aussi bien sur le plan objectif que sur le plan subjectif. La mercantilisation du travail, qui oblige le travailleur à s'employer pour survivre, l'a forcé à accepter n'importe quelle condition de travail et de salaire, laissant ainsi les mains libres au capitaliste dans le rapport social de production. Ce processus devient mondial dans la mesure où la globalisation du capital avance.

Dans son sens le plus large, le travail se définit comme "l'action des femmes et des hommes qui cherchent à répondre à leurs besoins", ou "toute action ou processus transformateur, créatif, libérateur, orienté vers le développement de la personne, d'autrui et de la société humaine, personnelle et socialement responsable, dans un sens intégrateur avec soi-même, ainsi qu'avec chaque Autre, avec la société et avec la Nature" (PACS et CASA, 1998, pp. 6-8). De façon plus générale, le travail humain consiste en toute action bénéficiant à l'*Homo*. Il s'agit de tout mouvement visant l'*objectivation de l'Homo*, ou l'humanisation de la nature. Donc, depuis que l'*Homo* est *Homo*, il travaille. Et, dans cette perspective, il est possible d'organiser socialement le travail non pas en tant que division, fragmentation, étant donné l'ambiance de confrontation ou de compétition, mais comme partage, ayant trait à une ambiance de collaboration, résultat d'un dialogue, d'une négociation collective et d'une planification à laquelle tous les intéressés participent.

L'autre aspect important du concept de travail, d'après la philosophie de la praxis, est qu'il existe une interaction dialectique entre l'action de l'*Homo* sur le monde et l'effet de cette action sur lui-même. Peut-être qu'il s'agit là de l'aspect nucléaire de la question du travail. Ce dernier n'est pas seulement une question objective, extérieure à l'*Homo*, quelque chose qui ne se passe qu'en-dehors de lui et qui modifie ce qui l'entoure. Au contraire, il prend son origine en lui, et se conclut également à l'intérieur de lui, *un processus à*

la fois objectif et subjectif. Nous pouvons alors ajouter que le concept de travail inclut également toute action intentionnelle qui débouche sur une *subjectivation de l'Homo*. Donc, le travail est le champs d'expression préférentiel de la praxis. L'origine du travail est un projet, conscient (appartenant au champs rationnel, au sens figuré) et/ou semi-conscient (appartenant au champs spécifiquement intuitif ou émotionnel). Ce projet, même dans des situations peu complexes, comme le défi de chasser sans pour cela posséder un corps capable de vaincre physiquement les plus grands animaux en force ou en vitesse, requiert une intentionnalité et un plan d'action, donc, déjà sous forme de semence, une théorie. C'est cette qualité d'articulation pratique avec la théorie qui lui a permis de transformer une pierre en projectile, puis en une flèche pointue et en un "bien de capital", c'est-à-dire un outil pour produire des pointes de lances et de flèches. La flèche et la lance sont devenus des prolongements des bras du chasseur. Physiquement plus faible, il est devenu mentalement plus fort que le plus fort des animaux. Ce fut le début du *monde de la culture* ou de la nature humanisée.

Entre la culture de la cueillette et de la chasse et la culture de l'informatique et de la danse moderne, il existe un nombre infini de formes de travail et de divisions sociales du travail. Revenons aux !Kung du Botswana. Aujourd'hui, au début du XXI^{ème} siècle, ils vivent encore, tout comme il y a 10 000 ans, de chasse et de cueillette. Ils vivent en bonne santé et ne meurent pas jeunes. Environ 10% d'entre eux avaient plus de 60 ans à l'époque où Leakey et Lewin les ont étudiés (1978, p.172). Les personnes âgées sont en general respectées de par leur sagesse accumulée, aussi bien en ce qui concerne la vie pratique que les plaisirs des rituels. Les jeunes ne souffrent pas de pression non plus. Ils ne contribuent à l'économie alimentaire que lorsqu'ils se marient, à l'âge de 23 ans environ pour les garçons et 18 ans pour les filles. Ceux qui font la cueillette et chassent ont entre 20 et 60 ans, et représentent environ 60% du groupe. L'enfance est libre de toute obligation; L'âge adulte n'est pas tendu et le troisième âge est relativement assuré. En citant la définition de Sahlins de *société affluente*, c'est-à-dire une société où tous les désirs de chaque personne sont facilement satisfaits, les auteurs concluent que l'économie mixte des !Kung est un succès. Quel est le secret de ce succès? Le fait d'être une économie basée sur la production de valeurs d'usage, une économie du suffisant. Entre deux modes de vie – l'un consistant à accumuler, et l'autre, à profiter de la vie en communauté-, les !Kung ont préféré, historiquement, le deuxième mode de vie. On peut affirmer la même chose quant aux groupes aborigènes d'Australie. Malgré toute la précarité qu'on peut leur attribuer sur le plan du progrès technique, ces peuples montrent un haut niveau de richesse humaine et de bonheur personnel et sociétair. Tout excès de richesse, c'est-à-dire la richesse qui dépasse tout ce dont la personne ou un groupe social peut effectivement profiter dans un espace-temps déterminé, est une *richesse abstraite*. Elle est inversement proportionnelle à la richesse concrète, qui serait constituée d'une mesure toujours flexible mais suffisante de biens et de services qui élève au maximum le temps disponible du sujet, individuel ou collectif, afin qu'il puisse se consacrer au développement de ses capacités, aspirations et potentiels supérieurs. Dans le cas des !Kung, cette mesure est un stock d'aliments suffisant pour trois jours d'alimentation familiale, "ce qui donnait aux femmes du temps suffisant pour des visites, de la couture et des loisirs" (Leakey et Lewin, 1978, p.172).

Complétons la définition de *travail*. En tant que forme productive ou créative de construire ou de transformer la réalité, et, en même temps, soi-même, le travail est un facteur ontopoïétique pour l'être humain. Grâce au travail, la personne se situe dans le monde et dans la société, subvient à ses besoins et à ses aspirations, s'affirme en tant que personnalité et identité, se développe. Mais cette définition se réalise toujours dans un contexte socio-historique, donc la discussion sur le travail n'a de sens que si elle est contextualisée.

2.Critique – Le noeud de la question du travail au sein du capitalisme se situe justement dans le système dominé par le capital et non pas dans les maladies que ce Système provoque, ou celles dont il souffre. En réduisant le travail humain à une simple marchandise, le système du capital mondial étend les chaînes de subordination du travail salarié à l'échelle globale (Gorz, 1964, p.56-60; Beaudrillard, 1973. p.11-40; Arruda, 1995, p.7); privés de la propriété et du contrôle de l'entreprise, les travailleurs n'ont pas le droit élémentaire de participer à la propriété des moyens de production ni des décisions concernant comment et quoi produire, et comment partager les gains de productivité. Non seulement pour s'affirmer en tant qu'êtres sociaux, mais également pour survivre physiquement et garantir leur reproduction, ils sont obligés de vendre leurs uniques propriétés économiques, leur capacité et leur temps de travail, qu'ils marchandent en échange d'un salaire. Le binôme propriété privée (en tant que droit restreint, dans un domaine compétitif, à ceux qui détiennent le contrôle du capital) et travail salarié, continue à prévaloir dans la post-modernité, et la globalisation n'a pas modifié cette configuration fondamentale du système du capital. Elle n'a fait que l'aggraver dans la mesure où

un nombre croissant de travailleurs est exclu en permanence du marché de travail capitaliste et est obligé à chercher d'autres moyens pour survivre en tant que corps, famille et être social.

En résumé, le capitalisme néo-libéral n'a pas dilué ou éliminé la lutte des classes, loin de là: elle l'a approfondie. Ce n'est pas parce que la division sociale du travail actuel a beaucoup changé par rapport au début de la globalisation qu'elle a cessé d'exister ou d'empirer. Au contraire: elle a pris des dimensions planétaires et provoque des réactions de la part des divers secteurs sociaux qui se sentent lésés par elle; il ne s'agit pas seulement des secteurs liés au clivage travailliste, mais aussi des femmes, des jeunes et d'autres groupes populaires organisés qui luttent pour diverses revendications sociales.

Le nombre croissant de femmes aux conditions de travail et salaires inférieurs à ceux des hommes sur le marché du travail, la sous-prolétarianisation (emploi à temps partiel et travail précaire), et la réduction d'occupation dans les activités agricoles constituent d'autres impacts de la globalisation sur le travail. Le travail informel est l'un des principaux produits de la globalisation écervelée du capital (OIT, 1998-1999, p.163-166). Il représente la victoire, ne serait-ce que temporaire, du capital sur les travailleurs. L'élimination accélérée de postes de travail en conséquence de la restructuration industrielle affaiblit les organisations des travailleurs et les rend vulnérables aux conditions imposées par le capital. Dans les pays affectés par les programmes d'ajustement structurel commandés par le FMI, les politiques économiques récessives qui freinent la croissance de l'économie interne en orientant l'activité économique vers la création d'excédents exportables, visent en priorité non pas le plein emploi et une meilleure qualité de vie de la population, mais bien le paiement sans aucun retard de la dette extérieure. La décapitalisation, le chômage et l'augmentation de la pauvreté sont arrivés ensemble. Ils forment un élément endémique d'un système qui s'appuie apparemment sur l'automatisme du marché, et, principalement, sur l'intérêt corporatif du capital; celui-ci est hégémonisé par les grands groupes économiques et financiers, qui opèrent au niveau global (González-Tablas, 2000, p.157), structurellement opposés aux intérêts de la force de travail. En termes sociologiques, cela signifie l'approfondissement du conflit de classes que tant d'auteurs et de politiciens se sont efforcés de nier, comme s'il faisait partie du passé. Le changement de configuration des classes sociales dans le contexte de la globalisation du capital a non pas aboli, mais aggravé comme jamais auparavant l'abîme existant entre le capital et le travail.

Dans l'ère "post-industrielle et post-marché" qui débute, les machines tendent à remplacer toujours plus le travail humain direct dans la production de biens et de services. La tendance est donc que le travail de millions de personnes devienne de plus en plus superflu pour l'économie et le marché capitalistes (Rifkin, 1996, p.296). C'est dans ce contexte que se situent les défis que le système du capital ne semble pas apte à résoudre, comme la nécessité de démercantiliser la capacité productive et créative de l'être humain, de créer de nouvelles formes de rémunération du travail, de développer des politiques de gouvernement et des lois qui garantissent une distribution équitable du revenu, de la richesse et des bénéfiques fruits du travail de toute la société, de promouvoir le partage social du temps libre hors du travail, au lieu de l'appropriation privée actuelle du surplus de travail par le capital, etc.

De leur côté, les syndicats s'efforcent de retrouver leur vocation historique, qui est de lutter pour une économie centrée sur le travail humain et non pas sur le capital, une vraie économie démocratique dans laquelle le travail s'émancipe des chaînes du salaire et de la soumission. Ceci implique le montage d'un projet de construction de chaque travailleur, travailleuse, et communauté de travailleurs en tant que *sujets conscients et actifs de leur propre développement*, gérants et propriétaires des entreprises où ils travaillent; un projet qui soit à la fois socio-économique, politique, culturel et écologique, et dont la valeur et l'identité existent dans le travail émancipé, dont l'objectif soit le partage de plus en plus ample du *temps disponible* obtenu grâce aux gains de productivité, de façon à ce que toujours plus de gens puissent consacrer du travail et de l'énergie au développement de leurs capacités, leurs attributs et leurs sens supérieurs et spécifiquement humains (Arruda, 1997, p.78-84). En plus de ces défis, les syndicats commencent à promouvoir des politiques éducationnelles et des campagnes pour récupérer des principes du coopérativisme et de l'auto-gestion, dans le but de garantir aussi bien les droits des travailleurs et travailleuses que des changements culturels dans l'organisation du travail, comme la formation technique et l'autonomie de leurs organisations. On peut ajouter à cela la lutte pour la reconnaissance légale du secteur de l'économie solidaire aux côtés des secteurs d'état et privé, un système de subsides, même temporaires, pour stimuler l'auto-emploi et les

initiatives de la socio-économie solidaire, la reconnaissance de l'auto-emploi et l'investissement public de grande envergure, visant l'éducation pour l'auto-administration, le coopérativisme, l'associativisme – y compris dans le domaine des chaînes de production et des réseaux inter-sectoriaux – ainsi qu'une politique plus agressive des syndicats à la recherche d'un consensus concernant un projet coopératif et solidaire de société, et dans la construction d'une représentation politique unifiée pour renforcer la voix et la présence du monde du travail au sein du débat public et de l'interaction avec les représentants du capital et de l'Etat.

3.L émancipation du travail

Fromm (1970, p.46) observe que dans ses premiers écrits, Marx utilisait le terme travail pour indiquer le travail esclave, servile, aliéné, lié à la souffrance et à l'auto-aliénation. C'est également le cas du travail salarié d'aujourd'hui, même de celui qui est bien rémunéré. Marx a élargi ce concept, à travers la critique du travail qui aliène et déshumanise, et a visualisé un autre concept de travail, qui réintègre et émancipe. Mais il développe cette notion non pas dans l'abstrait, mais bien dans le contexte de l'étude de l'évolution concrète du capital dans le sens de son plein développement, c'est-à-dire du développement de toute sa potentialité. Il a prévu que la production par le travail direct serait remplacée par la production scientifique; que l'ère du travail manuel céderait la place à l'ère de la connaissance.

Dans *Les Fondements de la critique de l'économie politique*, Marx réussit à exprimer une perception incroyablement anticipatoire. Dans cette oeuvre, l'on trouve sa prévision de la globalisation du capital, de l'évolution du processus scientifique et de l'introduction d'innovations technologiques dans la production, et leurs effets sur le monde du travail. L'on trouve également la recherche de réponse à la question pertinente, mais dérangement: "si le système du capital arrive à accommoder ses contradictions et à évoluer jusqu'au point où le développement technique dispense la plupart du travail humain actuellement nécessaire pour produire et distribuer les richesses, existera-t-il encore le besoin d'une révolution?" Cette question est encore plus actuelle, étant donné la défaite, dans les deux dernières décades du XXème siècle, de la plupart des tentatives d'édifier une voie alternative au système du capital mondial. Voici le résumé de l'essentiel de sa thèse.

"Le grand rôle historique du capital est la création du travail excédent, travail qui est superflu du point de vue de la valeur d'usage, de la pure subsistance. Son rôle historique se réalise dès que, d'une part, le niveau de besoins augmente de telle façon que le travail excédent ajouté à la subsistance nécessaire devient lui-même une nécessité générale qui se manifeste dans les besoins individuels, et, d'autre part, quand la stricte discipline du capital a ingénieusement instruit des générations successives, et que cette qualité est devenue la propriété générale, et, finalement, quand le développement du pouvoir productif du travail, que le capital avec sa compulsion illimitée d'accumuler et de se réaliser, a incité sans cesse, il y a eu maturité: la possession et la manutention de la richesse sociale ne requiert pas plus d'une petite quantité de temps et de travail. Alors, la société travailleuse est en rapport avec le processus de sa production progressive et de sa toujours plus grande reproduction, de façon scientifique; donc, le travail humain qui peut être remplacé par le travail des choses, aura cessé"(Marx, 1857-58, d'après la citation de Nicolaus, 1969, p.105-106).

Penser à la réorganisation du travail et de la richesse implique la revalorisation de l'âme humaine par rapport au capital. Tout capital est le fruit du travail humain. Si le capital est concentré, cela veut dire qu'on l'a enlevé aux quelques personnes qui ont participé à sa création. Redistribuer le capital et les produits, tous deux résultants du travail, parmi ceux qui ont participé à leur création, signifie socialiser les moyens de production et les fruits de cette production. Les politiques de redistribution peuvent être importantes, mais elles ne résolvent pas le problème de fond, qui est l'objectif même de l'activité économique. En tant que "gestion de la Maison", l'économie doit se placer au service du bien vivre de chacun et de tous les habitants de la maison. Elle doit être structurelle, relationnelle et organisée de façon à créer ce bien-être sans que des mesures artificielles ou non économiques s'imposent pour réaliser ce bien-être. Une telle organisation implique le partage de la propriété et de la gestion des biens productifs, ainsi que le partage équitable des tâches et des responsabilités parmi les personnes et les communautés qui travaillent. Ceci implique une décentralisation du

pouvoir et du savoir, ainsi que de la richesse. Cela signifie donc la fin de toute exploitation et de domination des uns sur les autres, cela signifie émanciper le travail.

Le mot émanciper, ici, possède deux sens. L'un, celui de libérer le travail humain des entraves de la simple survie matérielle, ce qu'on obtient à travers la réorganisation de l'économie et de l'Etat autour des besoins humains, des formes familiales et communautaires, associatives de propriété et de gestion de la production, de la promotion d'un niveau éthique et solidaire de consommation, du retour de la circulation de la monnaie comme moyen d'échange au lieu de sa stagnation due à l'accumulation, de la création de systèmes transparents de réglementation, supervision et garantie du bien commun. L'autre, celui du partage parmi tous les gens de la fraction du temps de travail économisée grâce à l'introduction de nouvelles technologies. Lorsque la technologie permet des gains de productivité, comme c'est le cas dans l'informatique, le temps de travail utilisé pour produire diminue. Si le volume de la production atteint un niveau suffisant, on peut alors augmenter le temps disponible de tous, en partageant entre eux le temps total économisé. *Temps disponible* devient alors la mesure de la richesse – non pas de la seule richesse matérielle, mais de la richesse humaine. L'émancipation du travail implique aussi la récupération du plaisir de travailler, de créer, de faire jaillir de nouvelles connaissances et de les appliquer dans la transformation de nous-mêmes et du monde.

L'émancipation du travail *ne veut pas* nécessairement dire une société faite de pur loisir et d'oisiveté. En regardant le travail à travers le prisme ontogénétique et cosmogénétique, il est possible de concevoir le travail émancipé au centre d'une société qui a conquis le pouvoir et le savoir nécessaires pour gérer son propre développement et construire, en tant que sujet à part entière, sa propre histoire. Ce serait une *société du travail émancipé*, à laquelle correspondrait une *économie du travail émancipé*. Sur cette base, la construction d'entreprises économiques – sociales et publiques – devient une probabilité; elles sont aussi des communautés humaines, liées par la recherche commune du bien-être toujours croissant – du leur et des autres en même temps –, à travers un appui et un service réciproque. Il est possible d'y incorporer la plus ample diversité d'occupations, d'après le plaisir et le désir de chacun, de façon à ce que le travail devienne une combinaison de réponses aux besoins et au plaisir – auto-expression, réalisation de soi pour soi et pour les autres. Autonomie et solidarité, deux valeurs qui s'entrelacent et se complètent dans le travail émancipé (Aznar, 1993, p.284).

Il devient également possible de visualiser l'établissement de monnaies communautaires, symbole et médiateur des échanges de biens et de services réels, sans intérêts, sans aucun mécanisme qui encourage l'accumulation ou la spéculation, et qui obéissent pleinement à la souveraineté communautaire.

La *probabilité* du travail émancipé est lié au fait que, dans l'histoire, comme dans la nature, il n'existe pas de certitudes prévisibles. Mais, à partir de la réalité actuelle, il est possible de prévoir des scénarios pour le futur du travail. Face au chômage structurel croissant, à l'exclusion d'un nombre toujours plus important de travailleurs des emplois formels, au risque permanent de crise et de chaos social, ainsi qu'à l'absence partielle ou totale de politiques régulatrices et compensatoires efficaces, d'un côté, et au surgissement de formes autonomes, auto-gérées, associatives et solidaires d'organisation du travail et du savoir humains, de l'autre, il est possible de visualiser au moins deux scénarios: (a) ruptures sociales isolées, en tant que façon de réagir au chômage structurel et à l'exclusion, sans leaders pour polariser ou synthétiser l'aspiration collective, en contribuant à sa canalisation constructive. Dans ce scénario, la tendance serait une escalade totalitaire et répressive, le spectre de la barbarie sociale et culturelle; (b) l'expansion des noyaux et des réseaux de l'économie solidaire qui se développent dans plusieurs parties du monde, ce qui augmente une ambiance propice à la praxis du travail émancipé en les reliant de plus en plus les uns aux autres, en les nationalisant de plus en plus, et en les étendant à la planète entière, dans une sorte de coopérativisme authentiquement démocratique et solidaire de gestion mondiale des besoins et de la production et distribution des richesses matérielles et immatérielles.

Bibliographie

ARRUDA, M. Globalisation et ajustement néo-libéral: risques et opportunités. *Revue Tempo e Presença*.

ARRUDA, M. Globalisation et société civile: repenser le coopérativisme dans le contexte de la citoyenneté active. *Perspectiva Econômica*.

ARRUDA, M. *Une Education pour quel type de Travail? Um Travail pour quel genre d'être humain? Réflexions sur l'éducation et le travail, leur signification et leur futur.*

AZNAR, G. *Travailler moins pour que tous puissent travailler.*

BEAUDRILLARD, J.O *Miroir de la production, ou l'illusion critique* du matérialisme historique.

BOFF, L.; ARRUDA, M. *Globalisation: défis socio-économiques, éthiques et éducatifs.*

CORAGGIO, J.L. *De l'économie des secteurs populaires: entre réalité et utopie.*

GONZÁLES. Á.M. *Economie Politique de la globalisation.*

GORZ, A. *Métamorphose du travail; recherche du sens, critique de la raison économique.*

LEAKEY, R.; LEWIN,R. *Origines.*

MÉSZÁROS, I. *La théorie de l'aliénation chez Marx.*

NICOLAUS, M. *Le Marx inconnu. Le nouveau lecteur de gauche.*

OIT –Organisation Mondiale du Travail. *Rapport sur l'emploi dans le Monde (WER) 1998-1999: employabilité dans l'économie globale. Le poids de l'entraînement.*

PACS et CASA. *Construire la socio-économie solidaire de l'espace local à l'espace global.*

RIFKIN, J. *La fin du travail: le déclin de la force de travail globale et l'aube de l'ère du post-marché.*

RÜRUP, B. *Travail du futur: futur du travail: comment changent les contenus du travail, quel degré de flexibilité le temps de travail doit-il avoir, quelle sera la valeur du travail dans le futur? Revue de Politique, Culture, Economie et Science.*